



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.3/51/L.65  
22 novembre 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquante et unième session  
TROISIÈME COMMISSION  
Point 110 b) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME : QUESTIONS RELATIVES  
AUX DROITS DE L'HOMME, Y COMPRIS LES DIVERS MOYENS DE MIEUX  
ASSURER L'EXERCICE EFFECTIF DES DROITS DE L'HOMME ET DES  
LIBERTÉS FONDAMENTALES

Afghanistan, Cuba, Iran (République islamique d'), Jamahiriya  
arabe libyenne et République populaire démocratique de Corée :  
projet de résolution

Droits de l'homme et mesures coercitives unilatérales

L'Assemblée générale,

Rappelant les buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant les dispositions et principes pertinents figurant dans la Charte des droits et devoirs économiques des États que l'Assemblée a adoptée solennellement dans sa résolution 3281 (XXIX) en date du 12 décembre 1974, et en particulier les dispositions de l'article 32, aux termes duquel aucun État ne peut recourir ni encourager le recours à des mesures économiques, politiques ou autres pour contraindre un autre État à lui subordonner l'exercice de ses droits souverains,

Prenant acte du rapport présenté par le Secrétaire général conformément à la résolution 1995/45 de la Commission des droits de l'homme<sup>1</sup>,

Reconnaissant le caractère universel, indivisible, interdépendant et corrélatif de tous les droits de l'homme et réaffirmant à ce sujet que le droit au développement fait partie intégrante des droits fondamentaux de la personne humaine,

Rappelant que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a invité les États à s'abstenir d'adopter toute mesure coercitive unilatérale contraire au

---

<sup>1</sup> E/CN.4/1996/45 et Add.1.

droit international et à la Charte des Nations Unies, faisant obstacle aux relations commerciales entre États et entravant la pleine réalisation de tous les droits de l'homme<sup>2</sup>,

Ayant présentes à l'esprit toutes les références à cette question figurant dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social adoptée à l'issue du Sommet mondial pour le développement social le 12 mars 1995<sup>3</sup>, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, adoptés à l'issue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes le 15 septembre 1995<sup>4</sup> et la Déclaration d'Istanbul sur les établissements humains et le Programme pour l'habitat, adoptés par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) le 14 juin 1996<sup>5</sup>,

Profondément préoccupée par le fait qu'en dépit des recommandations qu'elle a adoptées sur la question et de celles qui ont été adoptées lors des grandes conférences tenues récemment par l'Organisation des Nations Unies, et au mépris du droit international général et des dispositions de la Charte des Nations Unies, des mesures coercitives unilatérales continuent d'être promulguées, dont l'application extraterritoriale a des incidences négatives, notamment sur le développement économique et social des pays visés et sur les populations et les personnes relevant de la juridiction d'autres États,

1. Demande instamment à tous les États de s'abstenir d'adopter ou d'appliquer toutes mesures unilatérales contraires au droit international et à la Charte des Nations Unies, en particulier les mesures de nature coercitive dont l'application extraterritoriale a des incidences négatives qui entravent les relations commerciales entre États, empêchant de ce fait l'exercice effectif des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>6</sup> et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier du droit des individus et des peuples au développement;

2. Dénonce les mesures coercitives d'application extraterritoriale comme moyen d'exercer des pressions politiques ou économiques sur un pays, en particulier sur des pays en développement, en raison de leurs effets négatifs sur la jouissance de tous les droits fondamentaux par des secteurs importants des populations de ces pays, en particulier les enfants, les femmes et les personnes âgées;

3. Demande aux États Membres qui ont pris de telles mesures de s'acquitter des obligations et responsabilités qui découlent des instruments

---

<sup>2</sup> A/CONF.157/24 (Part. I), chap. III, sect. II, par. 31.

<sup>3</sup> A/CONF.166/9, chap. I, résolution 1, annexes I et II.

<sup>4</sup> A/CONF.177/20, chap. I, résolution 1, annexes I et II.

<sup>5</sup> A/CONF.165/14, chap. I, résolution 1, annexes I et II.

<sup>6</sup> Résolution 217 A (III).

internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties, en rapportant ces mesures dans les meilleurs délais;

4. Réaffirme, dans ce contexte, le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, en vertu duquel ils déterminent librement leur statut politique et organisent librement leur développement économique, social et culturel;

5. Demande instamment à la Commission des droits de l'homme de tenir pleinement compte de l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales, et notamment de la promulgation de lois nationales et de leur application extraterritoriale, dans le cadre des activités qu'elle mène pour faire appliquer le droit au développement;

6. Prie le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, dans l'exercice des fonctions qui lui incombent en ce qui concerne la promotion, l'exercice effectif et la protection du droit au développement, d'examiner sans délai la présente résolution dans le cadre du rapport annuel qu'il lui présente;

7. Demande aux États Membres d'informer le Secrétaire général des incidences et de l'impact négatif de telles mesures sur leur population en ce qui concerne les différents aspects visés dans la présente résolution;

8. Prie le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-deuxième session, de l'application de la présente résolution;

9. Décide d'examiner prioritairement cette question à sa cinquante-deuxième session, au titre du point subsidiaire intitulé "Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales".

-----